

# Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration  
CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUËSLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.  
RÉCLAMES — ..... 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

## RIEN DE FAIT

Si cette histoire vous amuse  
Nous allons la recommencer !

Car elle n'est pas finie, l'histoire !

On annonce partout la reprise des hostilités. Je doute fort que cette reprise répare suffisamment l'accroc fait à notre crédulité nationale. La foi est morte. Il y a eu tant d'erreurs judiciaires reconnues, que l'on prend l'habitude de supposer d'abord que les juges se sont trompés. Et maintenant que l'on indemnise les victimes, on le supposera encore bien davantage — et l'on fera mieux, on tâchera de l'établir.

Je ne sais pas si ce qu'on a appelé le Syndicat Dreyfus, sera sage de recommencer tout de suite la scie. Notre émotion demande un peu de repos. Elle n'a plus le temps maintenant de s'occuper même de ses Chambres. Le Palais Bourbon, le Luxembourg, font des rentrées sans qu'on s'en aperçoive. Ici et là, il a été dit pourtant des choses intéressantes.

Le Wallon encore vert que le Sénat abrite, s'est plaint gentiment que l'on faussât parfois sa bonne Constitution ; à la Chambre, le président d'âge a dit des vérités aux ralliés. Pour une fois qu'il présidait, il n'a pas voulu que l'on pût croire qu'il avait mis la lumière sous le Boysset.

Et malgré tout, on ne parle que de l'affaire ! La seule, l'unique, celle qui ne blanchit pas le condamné en vieillissant. Voilà que la comtesse de Jouffroy d'Abbans, qui a inondé les journaux de sa prose, va inonder la paille des cachots de ses larmes. La noble dame, pratiquait, à ce qu'il paraît, l'art du chant, tenait école et contraignait ses élèves à chanter.

A un noble marquis (tous nobles dans l'aventure) qui arguait de son peu de goût pour la musique, elle avait promis un engagement devant le Conseil de guerre, à la façon d'Esterhazy, mon ami. Le propos rapporté à M. Bertulus, déplut à ce digne juge qui fit incarcérer la comtesse. On arrêta celle-ci au lit — où il ne semble pas qu'elle dût marcher beaucoup, ce qui a certainement facilité l'arrêt.

La mise sous la protection de St-Bernard-Lazare de M<sup>me</sup> Jouffroy d'Abbans, est le commencement de la vengeance du commandant acquitté. On prétend qu'il ne sera satisfait que lorsqu'il aura découpé en menues tranches, au sabre d'abordage, le colonel Picquart, et mangé M. Mathieu Dreyfus, et son ancien ami Weill. Pourvu que les cartilages nasaux ne lui restent pas dans la gorge !

Et maintenant, pour finir, donnons, d'après les Débats, quelques conseils à Rochefort. Rochefort se néglige ; il se répète, on ne le lit plus avec gaieté comme au temps jadis. Il a besoin de renouveler son vocabulaire, et voici que la Chambre autrichienne lui vient en aide. Dieu soit loué !

A Vienne, les députés qui s'invectivent y apportent de la truculence. « Paillasse, escroc, saltimbanque, mouchard, sac à vin, » nous connaissons tout cela, et il n'est pas une de ces épithètes qui n'ait été adressée à Gambetta ou à Ferry. Mais « Eponge à eau-de-vie » est plus rare et « Fils de pou » est tout à fait délicieux.

Fils de pou ! Allons, Rochefort, allez à Vienne ; l'école reçoit même les vieux élèves !

C. R.

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 15 janvier

Après un discours très applaudi de M. Brisson, M. de Mun interpelle le gouvernement au sujet des accusations de Zola.

M. Méline répond : Le gouvernement comprend l'indignation de la Chambre en lisant les abominables accusations dirigées contre l'armée et contre les juges militaires qui ont jugé dans la liberté de leur conscience. (Vifs applaudissements.)

Le gouvernement partage cette indignation, et est décidé de déferer à la justice l'article en question, bien que ces poursuites paraissent voulues pour prolonger une campagne odieuse et par elle une agitation déplorable dans le pays. (Nouveaux applaudissements.)

Le gouvernement saura faire respecter les lois. Il saura défendre l'honneur de l'armée. Il espère que la Chambre s'en rapportera à sa fermeté. (Vifs applaudissements.)

M. de Mun remercie le président du conseil de sa déclaration, toutefois, dit-il, je voudrais encore poser une question au ministre de la guerre.

On a adressé des attaques contre l'honneur de l'armée.

On a mis en cause le ministre lui-même, puis le chef de l'état-major général, les officiers de l'état-major, enfin les membres du conseil de guerre.

Il faut que ces attaques reçoivent ici du ministre la réponse qui convient.

On a même attaqué l'honneur du président de la République. (Rumeurs à l'extrême-gauche.) On a laissé entendre que les preuves de l'innocence d'un condamné avaient été sciemment dissimulées, étouffées ; que les juges avaient condamné par ordre.

Cris à l'extrême-gauche : A huis clos !

M. de Mun. — Encore une fois il faut que la parole vengeresse du ministre se fasse entendre sans tarder, que le chef de l'armée réponde au nom de l'armée, qui doit se taire.

M. le ministre de la guerre. — Pour la quatrième fois, le ministre se voit obligé de prendre ici la défense de la chose jugée dans cette abominable affaire.

On a abreuvé l'armée d'outrages, on a mis ses chefs en suspicion. Cette campagne cherche à la mêler à de misérables compromissions politiques.

Mais c'est en vain qu'on voudrait la souiller : elle est comme le soleil...

Cris à l'extrême gauche : Le huis clos.

M. le ministre de la guerre. — Elle est comme le soleil, dont les tâches n'affaiblissent pas l'éclat. Cependant, elle prépare en silence la défense du pays. On ne l'ébranlera pas.

Le pays peut être sûr que le ministre saura défendre son honneur, c'est un spectacle douloureux et cruel de voir ainsi bafouer ses chefs, ceux qui peuvent être appelés à la commander devant l'ennemi. (Applaudissements.)

La campagne qu'on mène est antipatriotique. On ne saurait trop la flétrir.

Après M. Jaurès et une réplique du général Billot, M. Cavaignac monte à la tribune et blâme M. Jaurès ; puis il s'en prend au gouvernement de n'avoir pas arrêté l'affaire dès le début en produisant le témoignage du capitaine Lebrun-Renault à qui Dreyfus fit des aveux.

Réplique de M. Méline qui déclare qu'agir ainsi, c'était ouvrir la porte à la révision.

On donne lecture des ordres du jour de MM. Jaurès, de Mun, Marty, Cavaignac. Le gouvernement accepte la priorité pour ce dernier et repousse le fond.

Par 317 voix contre 192, l'ordre du jour Cavaignac est repoussé. Cet ordre du jour blâmait les hésitations du gouvernement.

On scrute sur l'ordre du jour Marty, accepté par le gouvernement, et portant approbation des déclarations du gouvernement.

Cet ordre du jour est voté par 313 voix contre 241.

Le comte de Mun demande qu'on ajoute comme seconde partie son ordre du jour portant que le gouvernement prendra des mesures énergiques pour arrêter la campagne entreprise contre l'honneur de l'armée. Le

gouvernement accepte cette adjonction.

L'adjonction est votée par 254 voix contre 120.

L'ensemble est adopté par 312 voix contre 122, et la séance est levée à 6 h. 50.

Séance du 14 janvier

On aborde le budget des postes et télégraphes. Les quatre premiers chapitres ne donnent lieu à aucune observation.

On adopte plusieurs amendements donnant satisfaction aux légitimes demandes des facteurs et employés des postes.

Sénat

Séance du 15 janvier

La séance est ouverte à deux heures.

Le président fait l'éloge funèbre de M. Pajot, sénateur inamovible, le vrai doyen d'âge du Sénat.

Le scrutin est ouvert pour l'élection du président définitif.

Pendant qu'il est procédé au dépouillement du scrutin pour le président, le scrutin pour les vice-présidents est ouvert. Les listes portent les noms de MM. Franck-Chauveau, Magnin, Peytral et Scheurer-Kestner.

M. Loubet est réélu président par 213 voix sur 222 votants ; il y a 9 bulletins blancs.

Le scrutin donne les résultats suivants pour les vice-présidents : votants, 229 ; suffrages exprimés, 227 ; majorité, 114.

MM. Magnin, 205 voix (élu) ; Peytral, 201 voix (élu) ; Franck-Chauveau, 197 voix (élu) ; Scheurer-Kestner, 80 voix.

M. Scheurer-Kestner n'est pas élu.

Les secrétaires élus sont : MM. Coste, Savary, Taulier, Prevet, Ratier, de Blois, De-cauville et Bonnefoy-Sibour. Les trois questeurs sortants, MM. Cazot, Dusolier et Gayot, sont réélus.

Prochaine séance demain, à 4 heures, pour l'élection d'un quatrième vice-président.

Séance du 14 janvier

M. Demôle est élu vice-président par 139 voix sur 147 votants.

On règle l'ordre du jour de la prochaine séance : Scrutins pour la nomination des neuf membres de la haute cour et des cinq membres suppléants, d'un vice-président et dix projets d'intérêt local.

La séance est levée.

Séance mardi.

## INFORMATIONS

L'affaire Dreyfus et Zola

L'affaire Dreyfus entre dans une phase nouvelle.

Les défenseurs de l'ex-capitaine, lancent de nouvelles accusations.

Dans une lettre ouverte au président de la République, M. Zola accuse les autorités militaires d'empêcher sciemment la lumière de se faire jour.

On comprend toute l'indignation provoquée par cette dénonciation.

Elle s'est manifestée surtout au Palais-Bourbon. Le gouvernement a dû répondre à une double interpellation.

M. de Mun, a adjuré le ministre de la guerre de mettre fin à la campagne d'insinuations calomnieuses et d'injures ; qu'on mène depuis trop longtemps contre l'armée.

Par sa réponse très digne, le général Billot a provoqué, l'approbation générale.

La cause n'est pas entendue cependant et le syndicat Dreyfus ne semblablement disposé à abandonner la partie.

Quant à Zola, satisfaction va lui être donnée. Il sera traduit devant la cour d'assises.

Protestation des étudiants

La lettre suivante a été remise jeudi soir à M. Zola :

L'association générale des étudiants a été vivement émue par la lettre publique que vous avez adressée à M. le président de la République. Le comité, réuni immédiate-

ment, a décidé de vous exprimer son douloureux étonnement avec la franchise que vous avez vous-même mise dans votre appel à la jeunesse.

Nous sommes respectueux de toute opinion politique et religieuse et fermement attachés à la liberté de penser et d'écrire, mais nous mettons au-dessus de tout soupçon l'armée qui est la plus noble expression de la patrie, et ses chefs, qui sont les gardiens de l'honneur national.

Notre conscience est profondément troublée de trouver de telles attaques sous la plume du grand écrivain, qui est venu jadis, dans une circonstance solennelle, nous apporter de si nobles et si encourageantes paroles.

Veillez agréer, monsieur, l'expression de nos sentiments respectueux et attristés.

signé : Le comité de l'Association générale des étudiants.

Arrestation du colonel Picquart

Les premiers nous avons annoncé, à Cahors, l'arrestation du colonel Picquart.

Voici comment a eu lieu l'arrestation.

C'est vers 7 heures, jeudi matin, que le lieutenant-colonel Picquart a été mis en état d'arrestation à son domicile de la rue Yvon-Villarcieu.

Cette arrestation a été opérée par un colonel assisté de deux soldats en tenue ; il est arrivé dans une voiture à deux chevaux du service de l'état-major ; le colonel est monté à l'appartement du lieutenant-colonel Picquart accompagné des deux soldats chargés de prendre la valise de cet officier. Le lieutenant-colonel Picquart est descendu un quart d'heure après, et est monté dans la voiture, qui s'est dirigée du côté du Mont-Valérien.

L'interpellation Trarieux

M. Trarieux annonce, dans les couloirs du Sénat, qu'il n'interpellera le ministre de la guerre que lorsque la situation du colonel Picquart aura été réglée et lorsque la justice civile se sera prononcée sur les plaintes en faux déposées depuis quelque temps par l'ancien chef du service des renseignements, du ministère de la guerre.

Mise en retraite de M. Esterhazy

Il est inexact que le commandant Esterhazy ait été mis à la retraite d'office par le ministre de la guerre. Mais à la suite des événements de ces jours-ci le commandant a demandé lui-même, sa mise à la retraite. Le commandant a fait valoir, pour cette mise à la retraite, la cause d'infirmités qui, en 1896, entraîna sa mise en disponibilité.

Conseil de Cabinet

Les ministres se sont réunis jeudi en conseil de cabinet au ministère de l'agriculture, sous la présidence de M. Méline.

M. Barthou, rentré le matin à Paris, assistait à la délibération.

Le ministre des finances a saisi le conseil d'une interpellation de M. Cavaignac relative à l'application du dégrèvement des petites cotes foncières. M. Cochery demandera à la Chambre de fixer la discussion de cette interpellation à la séance du samedi 22 janvier.

Le conseil s'est ensuite occupé des affaires courantes de chaque ministère.

Les ministres se sont longuement occupés des divers incidents qui se rattachent aux affaires Dreyfus-Esterhazy et des suites qu'ils comportent, notamment des questions ou interpellations qui sont annoncées dans les deux Chambres.

En particulier, le président du conseil a

fait savoir que M. de Pontbriand, député monarchiste de la Loire Inférieure, l'avait informé de son intention de le questionner au sujet des mesures que le gouvernement compte prendre pour empêcher la continuation de la campagne en faveur de l'ex-capitaine Dreyfus.

Le conseil a commencé de s'occuper de ces diverses questions et arrêtera ses résolutions définitives dans le conseil des ministres qui sera tenu à l'Elysée samedi prochain.

**Le général Sausnier**

C'est demain dimanche que le gouverneur militaire de Paris quitte le service actif. Un comité a été constitué pour organiser une manifestation solennelle en son honneur le jour même où il remettra à son successeur son commandement.

Cette manifestation comporte l'offre d'un livre d'or et d'un bronze d'art, qui lui seront remis lors d'un défilé devant l'hôtel de son quartier général.

Presque toutes les sociétés d'anciens et de futurs militaires de France ont répondu à l'appel du comité et envoyé leur feuillet au livre d'or.

Malgré les instances réitérées du général Sausnier, qui ne voulait accepter que le livre d'or, un magnifique bronze d'art lui sera solennellement offert, les sociétés n'ayant pas voulu, sur ce point, renoncer à leur projet primitif.

Plus de cent sociétés de Paris et de la banlieue défilèrent place Vendôme.

**Direction de l'Opéra-Comique**

Le Journal Officiel publie le décret nommant M. Albert Carré directeur de l'Opéra-Comique, qui a été signé jeudi soir.

**Affaire d'espionnage**

Il paraît se confirmer qu'un Luxembourgeois habitant Verviers depuis un an et qui faisait de fréquents voyages à Aix-Lachapelle, aurait été arrêté et emprisonné dans cette ville sous l'inculpation d'espionnage avec la complicité d'un sous-officier de la garnison d'Aix-Lachapelle.

Empruntons à un confrère étranger la petite anecdote anti-protoculaire suivante, toujours d'actualité, et qui a déjà servi plus d'une fois :

Un soir où la reine Victoria d'Angleterre devisait avec son entourage, une lampe se mit à filer.

La reine se leva et baissa la lampe. Stupéfaction générale.

Une dame d'honneur manifesta l'étonnement de l'assemblée :

— Quoi ! Votre majesté a daigné... elle-même !...

— Mon Dieu ! oui, répondit la reine. Si je m'étais écriée : « La lampe file » une de mes dames aurait dit au chambellan : « Mais voyez donc, monsieur, la lampe file ! » Le chambellan aurait dit au premier valet de chambre : « Monsieur, la lampe de la reine file ! » Le premier valet de chambre aurait appelé un domestique, et la lampe filerait encore. J'ai mieux aimé l'arranger moi-même.

**CHRONIQUE LOCALE**

**Bureau de Recrutement de Cahors**  
*Avis*

Les hommes des classes de 1894 et de 1893 ayant accompli une année de service, et ceux de cette dernière classe affectés aux 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> compagnies du régiment d'infanterie de Cahors, sont invités à se présenter en personne à la gendarmerie de leur résidence, porteurs de leur livret individuel, dans un délai de un mois, à partir du 16 janvier, pour y donner récépissé d'un document important.

Cahors, le 14 janvier 1898,  
Le Commandant du Recrutement,  
G. DE BATTISTI.

**17<sup>e</sup> CORPS D'ARMÉE**

**Réserve de l'armée territoriale**

**Classes 1877-1876-1875-1874-1873-1872**

Les hommes des classes ci-dessus sont prévenus qu'ils devront déposer leur livret individuel à la brigade de gendarmerie de leur domicile ou de leur résidence, du dimanche 23 janvier au dimanche 18 février 1898.

Sont seuls dispensés de se conformer à cette prescription, les hommes qui en recevront directement l'avis des commandants de recrutement.

Toulouse, le 5 janvier 1898,  
Le Général commandant le 17<sup>e</sup> Corps d'armée,  
DE SESMAISONS.

Pour ampliation :  
Le Chef d'Etat-Major,  
LAUDE.

**Enseignement primaire**

INDEMNITÉS DE RÉSIDENCE AU PERSONNEL ENSEIGNANT  
Aux termes du décret du 31 décembre 1897,

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1898, les indemnités de résidence dues au personnel enseignant des écoles primaires publiques sont fixées de la manière suivante pour chaque commune et pour chaque localité possédant une école de section et ayant plus de 1.000 habitants de population agglomérée :

Directeurs et directrices d'écoles, instituteurs et institutrices adjoints et institutrices adjoints d'écoles primaires supérieures : de 1.000 à 3.000 habitants, 100 francs ; de 3.001 à 9.000, 200 francs ; de 9.001 à 12.000, 300 fr.

Instituteurs et institutrices titulaires dirigeant une école de moins de 3 classes ou adjointes chargées de classes : de 1.000 à 3.000 habitants, 50 francs ; de 3.001 à 9.000, 100 francs ; de 9.001 à 12.000, 150 fr.

Instituteurs et institutrices stagiaires : de 1.000 à 3.000 habitants, 25 francs ; de 3.001 à 9.000, 50 francs ; de 9.001 à 12.000, 75 fr.

Les communes du département ayant plus de 1.000 à 3.000 habitants de population agglomérée sont celles de : Labastide-Murat, Bretenoux, Cajarc, Castelnau, Cazals, Gourdon, Gramat, Lacapelle-Marival, Lalberque, Latronquière, Lauzès, Limogne, Livernon, Luzech, Martel, Montcuq, Payrac, Puy-l'Evêque, Saint-Céré, Saint-Germain, Saint-Géry, Salviac, Souillac et Vayrac.

Commune de la 2<sup>e</sup> série, de 3.001 à 9.000 habitants : Figearc.

Commune de la 3<sup>e</sup> série, de 9.001 à 12.000 habitants : Cahors.

**Conseils municipaux**  
*Session ordinaire*

La première session des conseils municipaux ouvrira le dimanche 6 février. La durée de cette session sera de 15 jours ; elle pourra être prolongée avec l'autorisation du préfet et du sous-préfet.

**Votes de nos députés**

*Les Scrutins d'avant-hier à la Chambre*

Voici comment se sont répartis les votes des députés de la région, sur la première partie de l'ordre du jour : « La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement », adoptée par 294 voix contre 128 (chiffres rectifiés) :

Ont voté pour : M. Lachize, Munin-Bourdin et Rey.

S'est abstenu : M. Vival.

Sur la deuxième partie de l'ordre du jour « et comptant que le gouvernement saura prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la campagne entreprise contre l'honneur de l'armée passe à l'ordre du jour » a été adoptée par 230 voix contre 107, chiffres rectifiés.

A voté pour : M. Munin-Bourdin.

A voté contre : M. Lachize.

Se sont abstenus : MM. Dey et Vival.

**LES TABACS**

**NOS EXPERTS**

III

**M. SERS PHILÉMON**

Agé de 49 ans, de taille moyenne, barbe chatin foncé, très peu cultivée... presque nature, M. Sers, bien que d'un aspect rustique, joint à un excellent caractère une parfaite amabilité. Sous des sourcils très fournis se cachent des yeux noirs brillants dans lesquels se reflète l'image d'une grande bonté en même temps que celle d'une volonté ferme bien arrêtée. — Figure très sympathique.

M. Sers est le vrai type de l'expert du propriétaire. Fils de cultivateur et cultivateur lui-même, il s'est particulièrement adonné à la cul-

ture du tabac. Nul mieux que lui ne connaît les développements et la préparation de cette plante.

Il a, comme expert, une grande justesse d'appréciation ; empreint d'idées de justice et d'impartialité, il sait défendre les intérêts des planteurs lorsque ces intérêts sont méconnus.

M. Sers est de l'école des vieux experts : il a d'abord débuté par les grades inférieurs et ce n'est qu'après avoir été expert suppléant qu'il a conquis le grade d'expert titulaire.

Nous avons été heureux, avec les planteurs, d'enregistrer le renouvellement de son mandat.

M. Sers a été maire de l'importante commune de Doualle, de 1892 à 1896. — C'est un républicain ferme et convaincu.

A. DONNELLI.

**CAHORS**

**Conseil de Préfecture**

Le conseil de préfecture du Lot s'est réuni cette après-midi, à deux heures.

**La joie des planteurs**

« Les livraisons commencées depuis huit jours au magasin de Cahors, écrit le *Télegramme*, se continuent à la grande satisfaction de tous les planteurs, dont les récoltes sont payées à un taux vraiment rémunérateur. Aux experts consciencieux et impartiaux qui siègent, nous adressons nos félicitations. »

Le rédacteur de cette note a vraisemblablement pris ses renseignements auprès des experts ce qui explique le ton de l'article.

A la vérité il peut y avoir des planteurs satisfaits ; mais il en est d'autres qui trouveront passablement déplacée la note du *Télegramme*.

Nous ne mettons certes pas en doute l'impartialité des experts, mais nous contestons la compétence de certains d'entre eux.

Et plusieurs planteurs, dignes de foi, nous ont déclaré que devant la 2<sup>e</sup> commission, leurs intérêts avaient été complètement sacrifiés par suite de l'incompétence de ces quelques experts.

Ce sont là des faits, sur lesquels nous reviendrons en précisant si c'est nécessaire, et que les menaces du *Télegramme* de Toulouse ne sauraient changer en rien.

**Cours d'adultes**

Semaine du 15 au 22 janvier :

Lundi 17 janvier. Ecole de la rue du Lycée, M. Rouquié, instituteur adjoint, traitera : 1<sup>o</sup> Les principaux volumes usuels (évaluation de leur mesure) ; 2<sup>o</sup> Commentaires sur la conférence populaire de C. Calvet, intitulée : « L'ouvrier avant 1789 ».

Vendredi 21 janvier. Ecole du Vieux-Palais, M. Lafon, instituteur adjoint, traitera : Les Européens hors d'Europe. Grandes explorations depuis 1788, jusqu'au voyage de Nansen au Pôle Nord.

Des projections lumineuses accompagneront le développement du sujet.

De 9 h. à 9 h. 1/2, M. Cahier, professeur à l'école normale, montrera la manière de préparer la bouillie bordelaise, sans craindre de brûler la feuille de la vigne.

Le nombre des adultes va toujours croissant ; nous faisons appel aux jeunes gens qui n'ont pas encore fréquenté les cours du soir, pour les engager à se joindre à leurs nombreux camarades déjà inscrits.

**Patronage de Jeunes filles**

Semaine du 16 au 22 janvier. — Dimanche, une soirée récréative sera organisée à l'école de filles de la place Thiers par un professeur du collège de jeunes filles et une maîtresse de l'école, de 2 à 6 heures.

Comme les dimanches précédents, les jeunes filles trouveront des journaux scolaires et littéraires et des jeux de dames, de lotos, etc.

De 5 h. à 6 h. on fera des projections lumineuses.

**Commission des bâtiments civils**

La Commission des bâtiments civils se réunira à l'Hôtel de la Préfecture, mardi prochain, à 2 h. 1/2.

Le Comité mixte des bâtiments scolaires se réunira le même jour à 3 h. 1/2.

**Bassin des allées Fénélon**

Les travaux de réfection du bassin des

allées Fénélon vont être exécutés prochainement.

**Lycée**

Aujourd'hui samedi a eu lieu, à 1 h. 1/2, l'adjudication de la fourniture du mobilier nécessaire à cet important établissement.

**Revue**

Cette après-midi à 2 h. 1/2 a eu lieu, dans la cour de la caserne, la revue du régiment par le colonel Marcot.

Le drapeau a été présenté aux jeunes soldats.

**Nécrologie**

M. Paul Brassaud, secrétaire en chef de la Mairie, vient d'avoir la douleur de perdre sa mère.

Nous lui adressons nos bien sincères compliments de condoléance.

**Grand Concert de l'Orphéon**

Une délégation des membres de notre excellente Société chorale s'est rendue dimanche matin auprès de M. le Maire pour le prier de vouloir bien faire activer les travaux de réparation du Théâtre, afin de pouvoir donner un Concert dans les premiers jours de février ; les Orphéonistes ont exposé à M. le Maire combien cette situation était préjudiciable aux intérêts de la Société qui craignait de voir ajourner son Concert d'hiver à une date trop éloignée.

M. le Maire tout en reconnaissant le bien fondé de ces réclamations, a promis de faire ce qui lui serait possible pour donner satisfaction aux orphéonistes, en faisant activer les réparations commencées, et a promis, en outre, qu'un Concert donné par l'Orphéon à ses membres patrons servirait d'inauguration de la nouvelle salle de spectacle. Selon toutes probabilités ce Concert aura lieu dans la première quinzaine de février, le cahier des charges dressé pour les réparations du Théâtre portant la date du 7 février comme délai extrême laissé aux entrepreneurs ; nous avons donc entière confiance dans la promesse de M. le Maire pour que les travaux soient menés avec toute la célérité désirable.

**Suites d'un accident**

Jeudi matin, on apprenait que le nommé François Delbreil, dit le « Muet d'Arbouys », n'avait pas été aperçu depuis samedi dernier, et que la porte de sa maison était fermée à clef.

Ce pauvre hère qui, vendredi dernier, avait fait comprendre à ses voisins qu'il était malade, pouvait bien être mort faute de soins.

Nous nous sommes immédiatement rendus au hameau d'Arbouys, distant de Cahors de quatre kilomètres environ, dit le correspondant de la *Dépêche*, où nous sommes arrivés en même temps que M. Lagardère, commissaire de police, qui était accompagné du garde champêtre Delmas et de l'agent Bris.

M. le commissaire de police, après avoir vainement essayé d'obtenir une réponse de l'intérieur de la maison en frappant à coups redoublés à la porte et aux volets, a prié un voisin, le sieur Vincens, de lui prêter une échelle.

Le garde champêtre Delmas, à l'aide d'une pince, a fait céder le contrevent, et le commissaire de police se disposait à pénétrer dans la maison par la fenêtre lorsque le muet, qui était couché à terre frappé, sans doute, par la clarté du jour, s'est levé et a paru tout étonné de voir ce magistrat sur la fenêtre à trois mètres du sol. Tout craintif il s'est avancé vers lui et au moyen d'une mimique assez difficile à comprendre, il lui a fait connaître que vendredi dernier il était tombé de dessus un arbre, qu'il s'était traîné chez lui et que, sans avoir la force de se mettre au lit, il était resté couché pendant cinq jours sur le plancher.

M. le commissaire de police a immédiatement prié les voisins de donner des secours au pauvre malheureux dont sa femme aveugle est à l'hospice de Cahors, et de veiller à ce que sa faible santé ne se ressent pas des longues privations qu'il vient d'endurer.

**Acte de probité**

La nommée Gabrielle Garrigues, âgée de 14 ans, demeurant rue Darnis, a trouvé un portemonnaie contenant une somme d'argent qu'elle s'est empressée de déposer au bureau de police où on peut le réclamer.



